

Weber, prochain président de la Commission, si...

UNION EUROPÉENNE La première force politique de l'UE s'est choisi son champion

- Le Bavarois Manfred Weber animera la prochaine campagne des Européennes.
- Et deviendra sans doute le prochain président de la Commission.
- Mais il reste quelques conditions.

DECODAG

HELSINKI

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Les jeux sont faits. Elu tête de liste ce jeudi matin par le congrès du Parti populaire européen (PPE, droite modérée) à Helsinki avec 79,5 % des voix contre 20,5 % récoltés par son challenger finlandais Alexander Stubb, Manfred Weber devrait être le président de la prochaine Commission européenne : si..., si... et si...

En vertu d'un processus – celui des « spitzkandidaten » – que les forces politiques majeures du Parlement européen (PE) avaient réussi à imposer aux chefs d'Etat ou de gouvernement en 2014, c'est la tête de liste – on dit le « spitzkandidat » – du parti qui obtient le plus de sièges au PE qui a la main pour s'assurer d'une majorité puis forcer la main aux « chefs », afin d'être désigné par eux comme président de la Commission. Un mécanisme qui avait fonctionné pour Jean-Claude Juncker.

Il fait peu de doutes – mais c'est le premier « si » – que le PPE récoltera le plus grand nombre de sièges à l'issue des prochaines élections au PE en mai 2019. Mais ici intervient le deuxième « si » : si le Conseil européen (le cénacle des chefs d'Etat ou de gouvernement) se laisse une nouvelle fois déposséder de ce qui est selon le traité de l'UE sa seule prérogative, c'est-à-dire de désigner le président de la Commission pour la soumettre ensuite au PE. Problème : les 27 ont déjà officiellement fait savoir en février dernier qu'il n'y aura « pas d'automatisme » entre la victoire électorale d'un « spitzkandidat » et sa désignation à la tête de la Commission.

La question n'a cessé d'être posée à M. Weber depuis qu'il s'est lancé dans la course. Et elle l'a été dès sa première

conférence de presse à Helsinki : « Je ne peux imaginer que quelqu'un dise qu'il n'a pas d'égard pour le résultat des élections européennes », répondait avec assurance Manfred Weber, qui venait d'être acclamé dans la salle plénière du congrès par tous les dirigeants nationaux debout sur l'estrade. Dont la chancelière Angela Merkel, qui avait publi-

quement donné sa bénédiction à la candidature de Weber, tout en rappelant à demi-mot la « non-automatisme »...

Jeu d'échecs et poker

Qu'est-ce qui pourrait entraver la nomination du Bavarois ? Réponse : l'équation politique complexe, dépendant du contexte politique du moment, que les 27 auront à résoudre au lendemain des élections européennes, lorsqu'ils auront à répartir les hauts postes européens. Soit les présidences de la Commission, de leur Conseil européen, le poste de chef de la diplomatie de l'UE, mais aussi le président de la Banque centrale européenne. Un ensemble de nominations qui s'apparente à un jeu d'échec mâtiné de poker, où s'enchevêtrent les intérêts partisans – principalement entre les trois familles traditionnelles –, les intérêts nationaux et les ambitions personnelles des candidats, dont les chefs de gouvernement ou d'Etat qui relèquent parfois discrètement certains des postes...

Avec comme inconnue majeure cette fois-ci : que décidera le président français Emmanuel Macron, forcément un acteur de poids, mais qui est sur le point de s'allier à la famille libérale européenne (en congrès à son tour ces vendredi et samedi à Madrid), de loin plus faible électoralement et au Parlement européen que la démocratie chrétienne et la social-démocratie...

« Ce sera une tout autre négociation qu'en 2014 qui s'ouvrira en

2019 », annonçait mercredi Joseph Daul, l'extraordinairement influent président du PPE dont une phrase a marqué les journalistes présents : « Notre 'spitzenkandidat' sera notre premier choix... »

L'inconnue Barnier

Et c'est ici qu'intervient dans les supputations un autre membre éminent du PPE, qui a renoncé à avancer sa candidature (il l'avait été en 2014), mais dont le discours jeudi a été programmé dans la foulée de celui de Weber et du candidat malheureux Alex Stubb : le Français Michel Barnier. Porté aux nues dans toute l'UE et par tous les niveaux de pouvoirs et acteurs sociaux pour son action comme négociateur en chef du Brexit, le Français a acquis une stature à nulle autre pareille. Et tout le monde de

penser que si Emmanuel Macron jugeait qu'avoir un président français à la présidence de la Commission – le premier depuis Delors – fut-ce un affilié au PPE et donc au parti d'opposition français Les Républicains, qui parmi les chefs d'Etat ou de gouvernement, mais aussi au Parlement européen et au PPE, voudrait bloquer cette nomination ?

Il est actuellement « tout à sa tâche » à la négociation du Brexit. Mais le Brexit, et donc la conclusion positive ou non de son accord de sortie, aura eu lieu fin mars 2019 : Barnier a donc de fortes chances d'être libre après le 26 mai 2019, date des élections européennes, lorsque commencera le grand marchandage...

A ce dernier « si », les partisans de Weber et la superstructure du PPE n'ont pas tort d'opposer la logique du processus des « spitzkandidaten ». Comment le PPE et tous les chefs d'Etat ou de gouvernement présents à Helsinki feraient-ils pour expliquer, après l'avoir intronisé en grande pompe, qu'ils jettent leur poulain et la procédure à laquelle ils ont participé avec l'eau du bain ? Weber est encore loin du compte. Mais ce fin manœuvrier sait qu'il a fait un pas important vers le 13ème étage du Berlaymont. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

79,5 %
des voix se sont
portées sur
Manfred Weber
au congrès
du PPE

ÉTAT DE DROIT**Orbán et la promesse de Weber**

Lors de sa première conférence de presse comme tête de liste du PPE, Manfred Weber a annoncé jeudi que s'il devient président de la Commission, il déposera une proposition législative visant à renforcer le mécanisme de protection de l'Etat de droit au sein de l'UE. Une initiative qui visera les dérives telles qu'on les observe en Hongrie, en Pologne et de plus en plus en Roumanie.

Mais dans le chef de Weber qui avec le PPE a longtemps protégé le Premier ministre hongrois Viktor Orbán et son parti Fidesz, l'initiative visait beaucoup à rassurer au sein de sa famille politique ceux qui considèrent incompatible avec les valeurs européennes la dérive autoritaire d'Orbán. « *La campagne interne entre les deux candidats a clairement induit une évolution sur la question du Fidesz et des valeurs* », s'est réjoui Hamza Fassi-Fihri, le vice-président du CDH présent, avec Benoît Lutgen, à la rencontre à Helsinki. Paradoxe : c'est pourtant bien la candidature de Weber que Viktor Orbán a publiquement soutenue au sein du PPE. Et en dépit d'une résolution sur les valeurs adoptée mercredi, personne ne parle de l'exclusion du Fidesz...

J. KZ.